

## **RD Congo, les mineurs de l'enfer !!!**

Par Freddy Mulongo,



Le reportage de notre confrère Christophe Boltanski pour « le Nouvel Observateur » sur les mines du Kivu à l'est de la République Démocratique du Congo est saisissant.

**Au coeur du Kivu ravagé par la guerre, des milliers d'hommes creusent le sol à la recherche de la cassitérite, composant essentiel de notre industrie électronique. Ils vivent dans la terreur des groupes armés qui veulent s'emparer de cet «or gris». Christophe Boltanski a pu pénétrer dans ce territoire interdit livré au pillage et aux exactions.**

Ils ont les yeux exorbités, hagards, des mains tordues, crevassées à force de taper. Leurs corps, couverts de sueur et de poussière, luisent sous la lumière crue des lampes torches. Ils martèlent la paroi depuis des heures, parfois des jours. Leurs gros marteaux projettent des étincelles au contact du burin planté dans la roche.

Ils ne portent qu'une culotte et des bottes en plastique qui dérapent dans la glaise parce qu'il fait beaucoup trop chaud et humide pour supporter le moindre vêtement. Autour d'eux, tout ruisselle, tout est boueux, friable. A chaque bruit sourd, ce boyau, étayé par de simples rondins, qui plonge à 300 mètres sous terre, semble sur le point de s'effondrer. « Ca peut tomber à tout moment », dit un homme en tapant sur le plafond de la galerie.

Ils n'ont aucune machine, pas même de marteaux-piqueurs. « C'est trop dur, crie Pascal, croisé un peu plus bas. En ce moment, ça ne marche pas. C'est inondé. Il nous faudrait une

pompe pour évacuer l'eau. » Il a une taille d'enfant, des bras râpés, presque blancs, comme le marbre d'une statue.

Cela fait trois ans qu'il fouille à mains nues les entrailles de cette montagne isolée de l'est du Congo. Une vie de forçat à la recherche de la cassitérite, principal minerai de l'étain, que tout le monde ici appelle la « matière ».

Des cailloux lourds comme des pavés aux reflets rouges ou verts, selon les filons. « On peut travailler quarante-huit heures sans sortir du puits. On nous surnomme les hiboux.

Car on vit dans le noir et on ne dort jamais. » Comme beaucoup de creuseurs, il dit «ne rien gagner», avoir « beaucoup de dettes », « 300 dollars », l'équivalent de deux mois au fond de son trou.

Pascal et tous les hommes qui s'épuisent ici sont des mineurs artisanaux. Des paysans ruinés, des étudiants sans le sou, des démobilisés venus de tout le pays. Ils travaillent à leur compte, ou du moins essaient.

Tous viennent dans l'espoir de faire fortune.

Leurs illusions perdues, ils restent, faute d'argent pour repartir. « Au mieux, on gagne 10 dollars par jour», dit Pascal.

Le peu qu'il touche file dans la poche des commerçants et, surtout, des soldats, les vrais maîtres des lieux. Des hommes, kalachnikov en bandoulière, qui tournent autour des puits, interceptent au passage des sacs de caillasses, prélèvent leur dîme tout au long du chemin.

Dans le Nord-Kivu, cette province livrée depuis plus de quinze ans à la guerre, la carte des richesses minérales coïncide avec celle des bandes armées. Là où abondent or, wolfram, coltan, niobium ou toute autre matière rare ou précieuse, il y a des bivouacs, des fusils, des uniformes, des exactions, des crimes.

### **Vaste pillage**

Niché dans la jungle équatoriale, seulement accessible par un sentier forestier, le gisement de Bisié attire les combattants comme un aimant. Quand des chasseurs de gibier l'ont découvert par hasard en 2002, la troupe a rappliqué six mois plus tard.

Depuis, le bassin minier est tombé successivement entre les mains de milices, de forces plus ou moins régulières, de soldats perdus ou aux ordres d'intérêts privés. Un vaste pillage qui, au gré des batailles ou des ralliements, ne profite qu'aux «grandes têtes», comme dit un creuseur.

Généraux, leaders politiques, Etats voisins dont chacun chuchote les noms. Depuis l'été dernier, le site est tenu par la 212e, une brigade composée d'anciens insurgés du CNDP, le Congrès national pour la Défense du Peuple. Une guérilla à majorité tutsie, soutenue par le Rwanda, et intégrée six mois plus tôt dans l'armée congolaise à la faveur d'un rabibochage surprise entre les deux pays ennemis.

Selon un rapport de l'ONU, les nouveaux gardiens de Bisié obéiraient toujours à leurs parrains rwandais. « Il est fort possible que le contrôle des mines fasse partie du deal conclu entre Kinshasa et Kigali », estimait un diplomate rencontré quelques jours plus tôt.

Dans la forêt, à 5 kilomètres de là, le long de la rivière Oso rôdent d'autres rebelles. Des Hutus, cette fois, du Front démocratique de Libération du Rwanda (FDLR), encadrés par d'exgénocidaires. Ici on se bat moins pour un territoire que pour son sous-sol et ses trésors.

Près de 80% de la cassitérite produite dans le Nord-Kivu vient de Bisié : soit 8 000 tonnes par an achetées sur place par une multitude de petits « négociants » mandatés par des comptoirs à Goma, la capitale de la province.

Exporté vers l'Asie ou l'Europe, fondu, purifié, le métal finit dans un appareil électronique, ordinateur, mobile, radio, lecteur MP3, ou sur la surface d'une boîte de conserve. Au fond de la vallée a surgi une ville en torchis.

Des cases collées les unes aux autres, recouvertes de bâches frappées du sigle de l'ONU, récupérées dans les camps de réfugiés de la région. Plus de 12 000 habitants, tous attirés par la « matière ».

Un enfer très organisé : quelque 3 000 creuseurs, 2 000 porteurs qui vont et viennent à travers la forêt, une escouade de négociants, mais aussi des prostituées, des enfants, des boulangers, des vendeurs de brochettes qui écoulent leur marchandise jusque dans les tunnels...

Dans cette immense fourmilière privée d'eau et d'électricité, on trouve même un réparateur télé, des salons de coiffure, quatre hôtels de passe, une église évangélique. Un temple en terre, baptisé « Bonne nouvelle de Jésus de et à Bisié » (sic), comme pour mieux souligner l'incongruité d'une manifestation du divin dans un tel endroit.

En l'absence de route ou même de piste, les rares générateurs, les bidons d'essence, l'huile de palme, le riz, le manioc, la Primus, la bière locale servie dans les buvettes, les chaises en plastique et tout le reste ont été portés à dos d'homme sur 50 kilomètres.

## **72 heures dans la mine**

Les collines avoisinantes présentent un paysage d'après bataille. Des éboulis parsemés de détritiques et de piles usagées, percés de trous qui ressemblent à des crevasses, sillonnés par des foules de travailleurs torse nu. Les « carrés miniers » sont désignés par la distance à pied qui les sépare du campement : « chantier 10 », « chantier 45 ». Soit des lieux situés à dix ou quarante-cinq minutes de marche, une unité de mesure qui, ici, conditionne tout, donne sa valeur à toute chose. Au « chantier 15 », une taupinière creusée à flanc de coteau, un sous-lieutenant sort de son puits, visiblement agacé par l'arrivée de visiteurs, journalistes de surcroît. Il se plaint des mineurs qui l'entourent.

« Des délinquants pour la plupart, dit-il. Des évadés de prison, des déserteurs. On vit dans des conditions difficiles. » Il porte un débardeur, une moustache, un aigle noir tatoué à l'épaule, et s'évente avec sa serviette, tout en distribuant des billets à un soldat. « Partez vite, finit-il par murmurer à l'un de nos accompagnateurs congolais. Avec vous, ici, on ne peut plus travailler. »

Officiellement, les militaires en treillis ou en maillot de foot qui rôdent autour des excavations ne sont là que pour garantir la sécurité du site. Depuis un an, des représentants des autres services de l'Etat sont présents, plus bas, au campement. Désœuvrés, le plus souvent non payés, ils se contentent de taxer à leur tour les porteurs et de compter leurs sacs. « C'est impossible de faire respecter la loi, s'écrie Maurice Mahema, chef d'antenne de l'administration des mines. Ce sont les gens en uniforme qui tiennent les puits.

Comment voulez-vous régler un problème quand il y a une personne en arme près de vous ?» Il ne peut pas accéder aux carrières, ne dispose même pas de local. Pour communiquer avec sa hiérarchie, il grimpe, comme tout le monde, sur le plus haut sommet, et tente de capter un très faible signal à partir d'un cellulaire.

Les téléphones, loués à la minute, sont attachés à des bâtons plantés dans le sol. En début de matinée, les négociants se bousculent devant cette cabine publique improvisée : ils viennent prendre connaissance des cours mondiaux de l'étain fixés à l'ouverture du London Metal Exchange. «Les soldats sont à l'entrée des tunnels, souvent en tenue civile, ou alors ils envoient quelqu'un qui perçoit pour leur compte. Il faut payer pour tout, pour les sacs, même pour les instruments rudimentaires qu'on amène», proteste Emmanuel Bukasa, secrétaire général de la Cocabi, la Coopérative des Creuseurs artisanaux de Bisié.

A chaque « barrière », réduite à une branche en travers du chemin, son péage et son gardien. «Celui qui est de bon coeur te demande 1 000 francs. Avec un autre, ça peut être 1 500 ou 15 000 francs », ajoute le vice-président de l'association, Idrissa Assani. Les deux hommes viennent de rédiger une lettre à l'intention du gouvernement, à Kinshasa, pour réclamer le départ des militaires. «Sinon, ça ne marchera jamais», disent-ils.

Le 7 août dernier, lors d'une tournée dans les environs, le Premier ministre congolais, Adolphe Muzito, avait appelé à une démilitarisation du secteur minier. La réponse n'a pas tardé. Six jours après, un commando débarquait en pleine nuit à Bisié et ratissait les cases une par une. « Ils ont commencé à tirer, à piller, raconte un creuseur. Ils pointaient la lampe torche et pan ! t'étais mort. Depuis, on a peur. » Bilan ? Une trentaine de tués.

Un carnage attribué par certains au FDLR, par d'autres à des Maï-Maï, ces guerriers dits traditionnels bardés de gris-gris qui jusqu'à l'année dernière tenaient Bisié. Mais, selon les enquêteurs de l'ONU, le véritable inspirateur de l'opération serait un haut gradé congolais, prêt à tout pour préserver son capital. «Dans notre pays, se lamente un religieux, on n'est pas dans l'armée par vocation, mais pour faire de bonnes affaires. »

Au prix mondial, l'étain frôle alors les 18 000 dollars la tonne. Sa demande explose depuis qu'il remplace le plomb dans les points de soudure des circuits intégrés, conformément aux nouvelles normes environnementales. Une manne dont ne bénéficient guère les armées de travailleurs de Bisié. «Je peux creuser soixante-douze heures à l'intérieur, nuit et jour. Je ne me repose que pour prendre de l'eau et quand on m'apporte de la nourriture, dit Gabriel Moma. Si tu ne fais pas ça, tu ne gagnes absolument rien. » Il a échappé à trois éboulements.

«En 2008, au puits de Safina, j'ai sorti dix morts et huit blessés. » Les accidents sont fréquents dans ces galeries artisanales. La faute aux « cascadeurs », comme on les surnomme. Les plus pauvres, ceux qui ramassent les miettes. « Ils viennent chercher la matière là où on est déjà passé. Ils forcent et ça s'effondre. » Il y a aussi les émanations de gaz toxiques, les

asphyxies dues aux quelques motopompes utilisées pour vider l'eau des trous, les maladies – choléra, diarrhée, gale, mycoses... – liées à l'absence d'eau potable et à la promiscuité.

### « Roissy-Charles-de-Gaulle »

Le sentier qui relie Bisié au reste du monde gravit des collines, traverse des marais ou des cours d'eau, parfois des villages. Tout le minerai acheminé par des cohortes de porteurs emprunte cette petite piste glissante au milieu de la forêt.

Sur le parcours, on peut croiser des fonctionnaires harassés, des femmes élégantes avec un sac à main comme seul bagage, des livreurs de bière, des troupeaux de bovins. Un homme en nage est assis à l'écart, recroquevillé sur un tronc d'arbre. Timoté Boudjiriri a 28 ans. Il en paraît le double.

Avec son sac de 50 kilos de cassitérite sur la tête, il lui faut deux jours pour rejoindre Njingala, la ville la plus proche. « Au retour, je prends d'autres marchandises, des bières, des haricots, du n'importe quoi. C'est un travail très dur, ça peut diminuer la vie sur terre. » Il souffre de douleurs au cou, aux genoux, dit gagner 40 dollars par semaine. A peine de quoi payer sa nourriture, vendue ici au triple ou au quadruple de son prix habituel. Il redoute les brigands qui infestent la forêt. Plus loin, un porteur vient de se faire voler ses bottes et sa cargaison. Les soldats ont arrêté ses agresseurs. Ils les frappent à coups de bambou, puis les emmènent menottes aux poignets.

Une fois parvenu jusqu'à un chemin carrossable, le minerai rejoint en camionnette la bourgade de Kilambo surnommée par dérision «Roissy-Charles-de-Gaulle». La bande d'asphalte ne court que sur une quarantaine de kilomètres. Au-delà, il faut prendre l'avion. A l'apparition d'un bimoteur dans le ciel, le policier interrompt la circulation. L'appareil se pose sur la route, entre les arbres immenses. Il négocie un virage et coupe le contact à la hauteur d'une paillote présentée comme «le Bureau de la DGM», la Direction générale des Migrations. C'est le septième vol de la journée. Une fois ses 1 800 kilos de cassitérite embarqués, le pilote, un Russe aux cheveux blancs, remonte dans son cockpit. Les quelques passagers s'assoient à l'arrière, sur les sacs. Destination : la capitale de la province. A Goma, Alexis Makabuza, qui dirige un des principaux comptoirs du Nord-Kivu, la Global Mining Company (GMC), observe l'arrivée d'un de ses deux petits porteurs. «Nous sommes le seul pays au monde où l'étain est transporté par voie aérienne, s'insurge-t-il.

On a proposé au plus haut niveau d'ouvrir nous-mêmes une route. On n'a jamais eu de réponse. Ils préfèrent maintenir Bisié dans un no man's land, une zone de non-droit » Ce patron est épinglé par plusieurs rapports de l'ONU qui lui reprochent de se fournir auprès de groupes armés, en particulier des interahamwés (d'ex-génocidaires hutus). «En étant à Goma, comment puis-je le savoir ?», rétorque Makabuza. Comme les autres opérateurs miniers, il s'offusque des campagnes lancées par les humanitaires contre les «minerais de sang». « Ce secteur, c'est la colonne vertébrale de l'économie de la région. On n'est pas en Suisse. On sort de quinze ans de guerre.

Et on nous menace d'un embargo ?» Accusées par Global Witness et d'autres ONG d'entretenir un des conflits les plus meurtriers de la planète, plusieurs entreprises étrangères ont cessé d'acheter de la cassitérite congolaise. Sous la pression internationale, la République démocratique du Congo a, de son côté, promis de créer un « centre de négoce » à Njingala,

afin de mieux réguler son commerce. Une mesure qui risque de rester sans effet si, au coeur de la forêt, des hommes en armes continuent d'exploiter les mines.

### **Exploitation de cassitérite**

**L'exploitation de la cassitérite fait vivre près de 1 million de personnes. La majorité des mineurs de Bisié subsistent avec moins de 1,5 dollar par jour et sont en général lourdement endettés. Selon une enquête de Global Witness, le racket et le vol autour des mines rapporteraient au moins 120 000 dollars par mois aux militaires.**

### **180 puits à Bisié**

**Situé dans le territoire de Walikale, dans l'est du Congo, Bisié compte près de 180 puits artisanaux. Alors que le Code minier interdit, pour des raisons de sécurité, de creuser au-delà de 30 mètres, certains tunnels font 200 à 300 mètres de long. Inondés pendant la saison des pluies, ils s'effondrent régulièrement.**

### **La cassitérite**

**La cassitérite, principal minerai de l'étain, est aujourd'hui très recherchée par toute l'industrie électronique. Au milieu des années 1 940, le Congo était le deuxième plus grand producteur, après la Bolivie. Depuis la chute de Mobutu en 1997, sa part dans le marché mondial n'est plus que de 5%.**

### **Les porteurs de minerai**

**Le minerai est transporté à dos d'homme pendant deux jours à travers la forêt. Les porteurs, payés 20 dollars aller et retour, sont régulièrement attaqués et dépouillés de leur chargement par des hommes en armes.**

### **Let 410**

**Pour couvrir les 300 kilomètres de jungle qui séparent le territoire de Walikale de Goma, le minerai est chargé à bord d'avions à hélice. Les appareils, des LET 410, peuvent emporter 2 tonnes de marchandise au prix de 0,4 dollar le kilo. Par la route, il faut parcourir 1 600 kilo mètres, soit une semaine de voyage.**

### **International Rescue Committee**

**Selon International Rescue Committee, la guerre aurait entraîné depuis 1998 la mort de 5 millions de personnes, surtout par maladie ou malnutrition. Avec des centaines de milliers de mutilations et de viols commis dans l'est du pays, les femmes sont les premières victimes du conflit.**

### **Quand Bolloré apparaît...**

**Après avoir été acheminée par avion à Goma, la cassitérite rejoint par la route les ports de l'océan Indien. Plus d'un tiers des 10 000 tonnes exportées – officiellement – par le Kivu emprunte les camions d'Africa Logistics, la division transport du groupe Bolloré.**

**L'entreprise a longtemps prétendu ne pas toucher à ces minerais entachés par la guerre.**

**Notamment lorsqu'elle avait été citée en 2003 dans un rapport de l'ONU Aujourd'hui, comme l'a constaté sur place « le Nouvel Observateur », ce sont pourtant bien ses semi-remorques qui transportent une partie de l'« or gris » de Bisié.**

**«Nous ne prenons en charge que les fûts qui disposent de tous les certificats exigés par les autorités congolaises, assure le directeur général adjoint d'Africa Logistics, Eric Melet. Dès que nous avons un doute, nous disons non. » Des certificats, certes.**

**Mais en amont ? Plusieurs comptoirs de Goma – clients de la division transport de Bolloré – sont en effet accusés par l'ONU de commercer avec les groupes armés.**

**« C'est très difficile de porter un jugement de valeur sur des particuliers, dit Eric Melet. Si des opérateurs du secteur formel comme nous se retirent, tout deviendra informel et ce sera pire. »**

